



KPMG SA
4 boulevard Lucien Favre
Immeuble Poincaré
CS 99207
64053 Pau Cedex 9

Union Départementale des Associations Familiales des Hautes Pyrénées U.D.A.F.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Union Départementale des Associations Familiales des Hautes Pyrénées U.D.A.F.

32 - 34 Avenue de la Libération - 65000 Tarbes

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
4 boulevard Lucien Favre
Immeuble Poincaré
CS 99207
64053 Pau Cedex 9

Union Départementale des Associations Familiales des Hautes Pyrénées U.D.A.F.
32 - 34 Avenue de la Libération - 65000 Tarbes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Union Départementale des Associations Familiales des Hautes Pyrénées U.D.A.F.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Départementale des Associations Familiales des Hautes Pyrénées U.D.A.F. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Pau, le 19 mai 2025

KPMG SA



Signature
numérique de
Nicolas
Castagnet

Nicolas Castagnet

Associé

Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	33 411	27 827	5 584	9 592
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	36 823	27 958	8 865	6 727
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	329 885	274 937	54 948	38 600
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	41 149		41 149	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	3 500		3 500	3 500
Autres titres immobilisés	1 940		1 940	1 940
Prêts				
Autres immobilisations financières	47 753		47 753	44 693
TOTAL I	494 461	330 723	163 738	105 051
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	489 561	62 258	427 304	231 726
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	62 409		62 409	38 047
Valeurs mobilières de placement	178 528		178 528	48 528
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 189 805		1 189 805	1 792 779
Charges constatées d'avance	11 686		11 686	4 945
TOTAL III	1 931 989	62 258	1 869 731	2 116 025
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecart de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 426 451	392 981	2 033 470	2 221 076

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	9 217	9 217
Fonds propres complémentaires	3 597	3 597
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	191 457	191 457
Réserves pour projet de l'entité	915 994	915 994
Autres réserves		
Report à nouveau	-123 543	-64 310
Excédent ou déficit de l'exercice	-278 797	-59 233
Situation nette	717 925	996 722
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	717 925	996 722
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES	II	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	119 442	135 641
TOTAL III	119 442	135 641
PROVISIONS		
Provisions pour risques	23 079	
Provisions pour charges	325 675	311 369
TOTAL IV	348 754	311 369
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		160
Emprunts et dettes financières diverses	47 950	48 508
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	115 491	99 417
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	424 480	365 634
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	99 294	79 900
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	160 135	183 724
TOTAL V	847 348	777 344
Ecarts de conversion passif		
TOTAL VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 033 470	2 221 076

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 933	1 914
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	807 922	738 264
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 895 517	3 698 033
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	164 702	46 825
Utilisations des fonds dédiés	135 641	147 927
Autres produits	5 413	873
TOTAL I	5 011 127	4 633 836
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 503 251	1 395 054
Aides financières	23 952	22 478
Impôts, taxes et versements assimilés	232 519	209 569
Salaires et traitements	2 314 861	2 044 387
Charges sociales	934 017	818 419
Dotations aux amortissements et dépréciations	26 365	43 699
Dotations aux provisions	73 702	28 623
Reports en fonds dédiés	101 442	135 641
Autres charges	91 042	4 198
TOTAL II	5 301 152	4 702 069
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-290 025	-68 233
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	12 489	3 789
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	12 489	3 789
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		498
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		498
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	12 489	3 292
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-277 537	-64 942

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		183
Sur opérations en capital		205 749
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		151 788
TOTAL V		357 720
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 260	935
Sur opérations en capital		351 076
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	1 260	352 012
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 260	5 709
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	5 023 615	4 995 346
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	5 302 412	5 054 578
EXCEDENT OU DEFICIT	-278 797	-59 233
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	11 524	24 960
TOTAL	11 524	24 960
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	11 524	24 960
TOTAL	11 524	24 960

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 2 033 470 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -278 797 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Description de l'objet social de l'entité :

L'UDAF a pour l'objet, sur le plan départemental :

1 ° Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du code de l'action sociale et des familles, de :

- a) donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
- b) représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes instituées par l'Etat, la région, le département, la commune ;
- c) gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge
- d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal. »

2° Donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;

3° Entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagers et consommatrices de biens et services ;

4° Mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;

5° Faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L.211-1 du code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;

6° Gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier ;

7° Agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, la santé, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

L'UDAF peut provoquer, à l'intérieur du département, la constitution d'unions locales d'associations familiales, selon les dispositions de l'article L. 211-6 du code de l'action sociale et des familles.

Description de la nature et périmètre des activités et missions sociales réalisées :

- **Protection Juridique des majeurs** auprès de 1 129 mesures au 31/12/2024.

Assure en fonction du mandat confié par le juge des tutelles, soit la protection des biens, et/ou la protection des personnes.

- **Délégués aux prestations familiales** : 68 familles au 31/12/2024.

Permet d'assurer un soutien parental, un maintien, ou un retour dans le milieu familial de vie conforme à leurs besoins essentiels.

- **Médiation familiale** : 34 médiations familiales réalisées, 239 entretiens réalisés.

S'adresse à toute personne majeure concernée par une situation de rupture ou de séparation afin d'aider à restaurer ou préserver le lien familial.

- **PCB (point conseil budget)** : 150 accompagnements.

Accompagner les personnes dans la gestion de leur budget, prévenir les situations de surendettement et de mal endettement, et renforcer, en cas de difficultés, l'efficacité de la procédure de surendettement.

- **Famille gouvernante, Maison relais et Résidence d'accueil en diffus** : 67 personnes accompagnées durant l'année 2024.

Insérer les personnes souffrant d'un handicap psychique et ayant une autonomie réduite dans un habitat durable, dans un cadre semi-collectif et convivial. Ce dispositif permet une intégration dans un environnement social et un rapprochement du mode de vie ordinaire.

- **Bail glissant** : 19 diagnostics, 21 suivis durant l'année, 16 baux glissants au 31/12/2024

L'UDAF signe des contrats de sous-location pour permettre à des personnes en difficulté l'accès et le maintien dans un logement adapté.

- **Bail glissant jeunes majeurs** : 11 diagnostics, 7 suivis, 1 en cours au 31/12/2024

L'objectif principal est de favoriser l'accès au logement autonome de jeunes majeurs accompagnés en contrat jeune majeur par les services de l'ASE dans un objectif d'insertion et d'inclusion sociale

- **Allocation logement temporaire** : 8 ménages accompagnés, 3 en cours au 31/12/2024

Favoriser et permettre l'accès et le maintien aux personnes en difficulté dans un logement.

- **Action Logement (ASLL Salariés)** : 19 accompagnements en 2024

Mandats individuels, délivrés par la délégation régionale d'Action Logement Services, pour permettre l'accès et/ou le maintien dans le logement des personnes en difficulté.

- **AVDL et AVDL Réfugiés** : 31 accompagnements en 2024.

Favoriser et permettre l'accès ou le maintien dans le logement de personnes rencontrant des problématiques variées qui viennent fragiliser leur situation : impayés de loyer, procédure d'expulsion, situation d'urgence, précarité, difficultés budgétaire, administratives, professionnelles, sanitaire.

- **HUDA** : 52 personnes accueillies en 2024.

Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile et/ou primo-arrivants.

- **BPI (Bénéficiaire de la protection internationale)** : 7 ménages accueillis en 2024

Assurer l'accompagnement social de personnes statutaires (réfugiés ou personnes ayant obtenu la protection subsidiaire) dans le cadre d'un hébergement temporaire afin de leur permettre l'accès aux dispositifs de droit commun.

- **Maison du travail saisonniers de Lourdes et ses vallées** : 204 saisonniers inscrits, 108 employeurs inscrits

La maison du travail saisonniers est un lieu d'informations, d'orientation et de facilitation permettant l'accompagnement et le suivi des parcours professionnels.

- **Maison de la famille Itinérante** : expérimentation en 2024 ; 32 permanences, 13 communes partenaires

Description des moyens mis en œuvre.

- **Personnels** : 68 personnes pour 66,43 ETP au 31/12/2024
- L'association est propriétaire de Matériels informatiques, et mobiliers, pour une valeur nette comptable de 54 947.61 €
- L'association loue 16 véhicules de service
- **Pour les activités Logement (RA, BG, BGJM, ALT HUDA, BPI)** : locations de 71 appartements au 31/12/2024
 - Résidence d'accueil diffus : 7 appartements
 - Familles gouvernante : 16 appartements
 - Résidence La Cèna : 11 appartements (9 individuels – 2 collectifs)
 - Bail Glissant : 19 appartements
 - Bail glissant jeunes majeurs : 1 appartement
 - Allocation logement temporaire : 8 appartements
 - HUDA : 6 appartement
 - BPI - Réfugiés : 2 appartements + 1 appartement en bail relais

Faits caractéristiques

Selon un accord en date du 4 juin 2024, les partenaires sociaux de la Branche des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privée à but non lucratif (BASS) ont souhaité mettre en place des mesures de revalorisations salariales dans une logique de convergence conventionnelle sans attendre la finalisation des travaux relatifs à la Convention collective unique étendue (CCUE).

Par cet accord, les partenaires sociaux de la branche assurent leur engagement et leur sérieux dans la négociation d'une CCUE et la généralisation des mesures de revalorisation « Ségur / Laforcade / Conférence des métiers » aux professionnels qui en sont actuellement exclus.

La conclusion de cet accord implique l'accompagnement, notamment financier, des pouvoirs publics, via des financements dédiés, permettant de répondre à la construction d'une CCUE pour le secteur.

Les salariés qui ne sont pas encore bénéficiaires de la mesure « Ségur / Laforcade / Conférence des métiers » bénéficient à compter du 1er janvier 2024 d'une indemnité de 238 euros bruts par mois.

Cette indemnité forfaitaire mensuelle Ségur s'ajoute aux rémunérations brutes des bénéficiaires et donne lieu à une mention distincte sur le bulletin de salaire.

Concernant l'UDAF65, nous pouvons chiffrer le coût brut chargé du Ségur pour tous, rétroactif au 01/01/2024, à 123 K€.

Néanmoins, à la clôture de l'exercice, nous constatons l'absence de financement sur l'année 2024, justifiant ainsi une partie du déficit de l'association.

Conventions d'objectifs 2022-2026 :

Renouvellement des conventions d'objectifs entre l'UDAF et l'UNAF :

- Numérique « conseil, accompagnement et parentalité »
- Accompagner la structuration et le développement de lieux de soutien à la parentalité ;
- Accompagner et soutenir les Aidants Familiaux.

Gestion contrôlée :

Le montant des fonds gérés pour les majeurs protégés s'élève au 31/12/2024 :

- en compte de gestion : 20 235 535.63 €
- en compte de placement : 31 920 222.99 €.

S'agissant de comptes ouverts au nom des majeurs, ces sommes ne sont pas retranscrites dans les comptes.

Le montant des fonds détenus pour les mesures d'accompagnement judiciaires (MJAGBF et MAJ) s'élève à 81 849.28 €.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Pas d'événements significatifs post clôture.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|--------------|
| • Logiciels | 3 ans, |
| • Constructions | 25 à 50 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 à 50 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 ans, |
| • Mobilier | 5 à 10 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3,38%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 325 675 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés et reportés s'élèvent à la clôture de l'exercice à :

- HUDA : 77 000 €
- PCB : 11 880 €
- Accompagner et soutenir les Aidants Familiaux : 2 930 €
- Numérique « conseil, accompagnement et parentalité » : 1 380 €
- Garderie solidaire : 19 172 €

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 970 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 11,88 €/heure correspond à un montant de 11 523,60 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 411		
TOTAL	33 411		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	33 739		3 084
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	294 688		35 197
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			41 149
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	328 427		79 430
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations	3 500		
- Titres immobilisés	1 940		
Prêts et autres immobilisations financières	44 693		3 061
TOTAL	50 133		3 061
TOTAL GENERAL	411 971		82 491
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			33 411
TOTAL			33 411
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagements const.			36 823
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagements divers			
- De transport			
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier			329 885
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			41 149
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			407 857
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			3 500
- Titres immobilisés			1 940
Prêts et autres immobilisations financières			47 753
TOTAL			53 193
TOTAL GENERAL			494 461

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				23 819		-4 008	27 827
TOTAL				23 819		-4 008	27 827
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				27 012		-946	27 958
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier				256 088		-18 849	274 937
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				283 101		-19 795	302 896
TOTAL GENERAL				306 920		-23 803	330 723
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES			REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE		
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	47 753		47 753
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	66 196	66 196	
Clients, usagers et comptes rattachés	423 365	423 365	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	20	20	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 410	14 410	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	47 978	47 978	
Charges constatées d'avance	11 686	11 686	
TOTAL	611 410	563 656	47 753

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	22 444	22 444		
Fournisseurs et comptes rattachés	115 491	115 491		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	164 202	164 202		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	217 344	217 344		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	42 934	42 934		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées	25 506	25 506		
Autres dettes	99 294	99 294		
Produits constatés d'avance	160 135	160 135		
TOTAL	847 348	847 348		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	12 814				12 814
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 107 452				1 107 452
Report à nouveau	-64 310			-59 233	-123 543
Excédent ou déficit de l'exercice	-59 233	-59 233	-278 797		-278 797
Situation nette	996 722	-59 233	-278 797	-59 233	717 925
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	996 722	-59 233	-278 797	-59 233	717 925

Commentaire

Variation des fonds dédiés - Ressources liées à la générosité du public

Ressources liées à la générosité du public	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Fonds dédiés CO NUMERIQUE	10 000		8 550			1 450	
Fonds dédiés MULT FORMES	16 000		4 120			11 880	
Fonds dédiés DDCSPP	100 000		34 000			66 000	
Fonds dédiés AIDE AUX AIDANT	9 641		9 641				
Fonds dédiés INF&SOUTIEN		2 940				2 940	
Fonds dédiés SNCF NUMERIQUE		19 172				19 172	
Fonds dédiés PROJET PJM		18 000				18 000	
TOTAL	135 641	40 112	56 311			119 442	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées						
		TOTAL I				
Provisions pour risques et charges						
- litiges			23 079			23 079
- amendes et pénalités						
Provisions pour risques	- pertes de change					
	- risque d'emploi					
	- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires		310 885	325 678	310 888		325 675
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges		484		484		
		TOTAL II	311 369	348 757	311 372	348 754
Provisions pour dépréciations						
- incorporelles						
- corporelles						
Immobilisations	- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	- Titres mis en équivalence					
	- Titres de participation					
	- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients		145 970	62 258	145 970		62 258
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
		Total III	145 970	62 258	145 970	62 258
		TOTAL GENERAL (I+II+III)	457 340	411 015	457 343	411 012
Dont dotations et reprises :						
- d'exploitation			76 265	122 592		
- financières						
- exceptionnelles						

Contributions volontaires en nature

	Répartition par nature de charge	31/12/2024	31/12/2023
		Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)			
TOTAL			
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)			
TOTAL			
862 - Prestation			
TOTAL			
864 - Personnel bénévole			
Bénévolat 970 heures à 11.88€/heure		11 524	24 960
TOTAL		11 524	24 960
TOTAL GENERAL		11 524	24 960
	Répartition par nature de ressources	31/12/2024	31/12/2023
		Crédit	Crédit
870 - Dons en nature			
TOTAL			
871 - Prestation en nature			
TOTAL			
875 - Bénévolat			
Bénévolat 970 heures à 11.88€/heure		11 525	24 960
TOTAL		11 525	24 960
TOTAL GENERAL		11 525	24 960

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 181	26 491
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	242 192	214 486
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 700	
Instruments de trésorerie		
TOTAL	289 074	240 977

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	42 921	21 803
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités	5 851	
TOTAL	48 772	21 803

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	160 135	183 724
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		160 135	183 724

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	11 686	4 945
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		11 686	4 945

Commentaire